

## **La gauche hors Mélenchon face au risque de sa propre disparition**

*Editoriale*

De façon tout à fait attendue, Jean-Luc Mélenchon est candidat pour la quatrième fois à l'élection présidentielle. S'appuyant sur ses trois premières tentatives, le chef de file de La France insoumise (LFI) est prêt à mener bataille à la tête d'une machine électorale efficace et bien rodée. En une semaine, il a policé son discours et retrouvé ses accents d'orateur de la III<sup>e</sup> République, envoyé une lettre aux Français à la façon de François Mitterrand en 1988 et s'est démultiplié dans les médias pour parler de géopolitique, de la crise écologique ou de la numérisation du système financier.

Quelques jours après le 1<sup>er</sup>-Mai, le message de M. Mélenchon est clair. Il veut préempter l'espace électoral de la gauche et imposer l'idée qu'il est un choix raisonnable, le seul vote utile face à l'extrême droite. Cette stratégie se construit dans une conflictualité avec la « *sphère médiatique officielle* » et les sondages, qui « *assèment des vérités à coups de marteau* », selon ses termes.

Lors d'une nouvelle conférence de presse devant des influenceurs et des journalistes choisis par son équipe, mercredi 6 mai, il a assuré qu'il gagnerait au second tour, « *car la France n'est pas un pays fasciste ou raciste* ». La réalité est beaucoup plus complexe. Au cours des derniers mois, l'ancien sénateur s'est dressé en héraut antisystème, assumant son soutien à la Jeune Garde, balayant toute critique sur ses sorties aux relents antisémites. Il semble avoir consolidé un socle et espère ainsi trouver une dynamique au premier tour. Mais cette stratégie, qui s'est nourrie d'hystérisation et de brutalisation du débat public, risque de le conduire dans une impasse au moment de conquérir une majorité d'électeurs.

Le reste de la gauche redoute un tel scénario, mais ne fait rien pour l'éviter. Dans un désordre incompréhensible pour les Français, des candidatures ou des ambitions

éclosent chaque semaine. François Ruffin, Clémentine Autain, Marine Tondelier, Olivier Faure, Boris Vallaud, Bernard Cazeneuve, Raphaël Glucksmann, François Hollande... Tout le monde s'agite, mais personne n'émerge. Social-démocratie, écologie politique, gauche républicaine... Les courants se divisent en méandres qui donnent souvent l'impression de ne jamais pouvoir se rejoindre. Certains profils sont proches du libéralisme politique, d'autres sont beaucoup plus offensifs sur le rôle de l'Etat. Et les divergences sont nombreuses sur l'immigration, la stratégie énergétique, la fiscalité... Des débats finalement classiques à gauche. Sauf que ces personnalités ne se sont pas mises d'accord sur la façon de se départager ou de trouver des compromis. La primaire ouverte, le processus le plus démocratique, même s'il a montré d'immenses limites lors de la présidentielle de 2017 avec Benoît Hamon, et François Fillon à droite, réunit pour le moment peu de candidatures, et ceux qui souhaitent participer à ce scrutin se jettent déjà des anathèmes, par exemple sur le sujet de l'immigration de travail soulevé par M. Ruffin. M. Hollande ou M. Glucksmann, eux, rejettent la primaire sans proposer aucune autre solution.

A la recherche d'un électrochoc, M. Vallaud a claqué la porte de la direction du Parti socialiste, vendredi 8 mai. Une initiative destinée à forcer son parti à trouver une issue différente de la primaire. A un an de l'élection présidentielle, la gauche opposée à M. Mélenchon semble se contenter d'attendre, passivement, un sursaut dans l'opinion. Bloqué dans ce désert des Tartares, rempli de velléités mais vide de toute cohérence, ce camp politique court au-devant d'un péril de plus en plus proche : sa disparition pure et simple de l'équation politique, au moment où de nombreux Français chercheront une troisième voie entre les populismes de gauche et d'extrême droite.